



Barack Obama et son envoyé spécial au Proche-Orient, le sénateur Mitchell.

Les Etats-Unis et la paix au Proche-Orient

La politique proche-orientale du président Obama

"Jérusalem restera la capitale d'Israël et elle doit demeurer indivisible", déclarait le candidat Obama devant l'AIPAC le 4 juin 2008, exprimant ainsi son soutien à Israël.

Le nouveau président démocrate des États-Unis a confirmé l'engagement de son gouvernement au Proche-Orient dès sa prise de fonction. Au-delà de sa volonté de relancer le processus de paix, sa politique est marquée de manière générale par une rupture avec la doctrine d'un "Grand Moyen-Orient" de George W. Bush.

La paix au Proche-Orient: une priorité de la politique étrangère US.

- **6 novembre 2008** : Première nomination de Barack Obama en tant que président-élu : **Rahm Emanuel devient secrétaire général à la Maison blanche**. Ce fils d'immigrant israélien a été de 1993 à 1998 le principal conseiller politique du président Clinton, et a supervisé la signature des accords d'Oslo.
- **20 janvier 2009** : Début de la présidence de Barack Obama, 44^e président des États-Unis.
- **21 janvier 2009** : **Barack Obama s'entretient par téléphone avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas**, puis contacte le Premier ministre israélien Ehud Olmert, le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Abdallah II de Jordanie. Selon le porte-parole de la Maison-Blanche, il s'agit d'"exprimer sa volonté de s'impliquer activement en faveur de la paix israélo-arabe dès le début de son mandat".
- **22 janvier 2009** : **Nomination d'un envoyé spécial au Proche-Orient** : George J. Mitchell est l'un des artisans du pacte entre catholiques et protestants en Irlande du Nord baptisé "Accord du Vendredi Saint de 1998". Il est aussi l'auteur d'un rapport sur la seconde Intifada, remis à Bill Clinton en 2001.
- **4 mars 2009** : Conférence de presse conjointe de la secrétaire d'État Hillary Clinton et du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, à Ramallah (Cisjordanie). *"Les États-Unis visent à créer les conditions nécessaires à l'avènement d'un État palestinien à part entière, d'un État qui offrira des possibilités de progrès, qui sera un partenaire sérieux, vivant en paix avec Israël et ses voisins arabes, et responsable envers son peuple."*
- **5 mai 2009** : Le vice-président **Joe Biden intervient à la conférence annuelle du Comité américain d'affaires publiques sur Israël (AIPAC)** à Washington. Il exhorte Israël à renoncer aux implantations et à favoriser la solution des deux États, tout en rappelant que l'engagement des États-Unis en faveur de la paix et de la sécurité d'Israël est "non négociable" et "n'est pas sujet à changement"
- **18 mai 2009** : **Premier entretien entre le président Barack Obama et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu**, en leur qualité de chefs d'État et de gouvernement, à la Maison-Blanche. À l'ordre du jour : l'impasse dans les pourparlers de paix israélo-palestiniens, le programme d'armes nucléaires iranien et le renforcement des relations entre les États-Unis et Israël.
- **28 mai 2009** : Entretien à la Maison-Blanche de Barack Obama avec le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Un "nouveau départ" pour le leadership américain ?

- **4 juin 2009** : Dans son discours à l'université du Caire (Égypte), intitulé "Un nouveau départ" et consacré aux relations entre islam et États-Unis, Barack Obama décrit sa politique proche-orientale. Extraits :
 - *"Les liens solides qui unissent l'Amérique à Israël sont bien connus. Cette relation est immuable."*
 - *"La seule résolution consiste à répondre aux aspirations des uns et des autres en créant deux États, où Israéliens et Palestiniens vivront chacun dans la paix et la sécurité. C'est dans l'intérêt d'Israël, dans l'intérêt de la Palestine, dans l'intérêt de l'Amérique, dans l'intérêt du monde."*
 - *"Le Hamas doit mettre fin à la violence, reconnaître les accords passés et reconnaître le droit à l'existence d'Israël."*
 - *"Les États-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation des colonies israéliennes. Ces constructions constituent une violation des accords passés et portent préjudice aux efforts de paix. Le moment est venu pour que ces colonies cessent."*

Source : "La politique de M. Obama relative au Moyen-Orient", www.america.gov, 3 juin 2009